



La fonction amnésique du journalisme

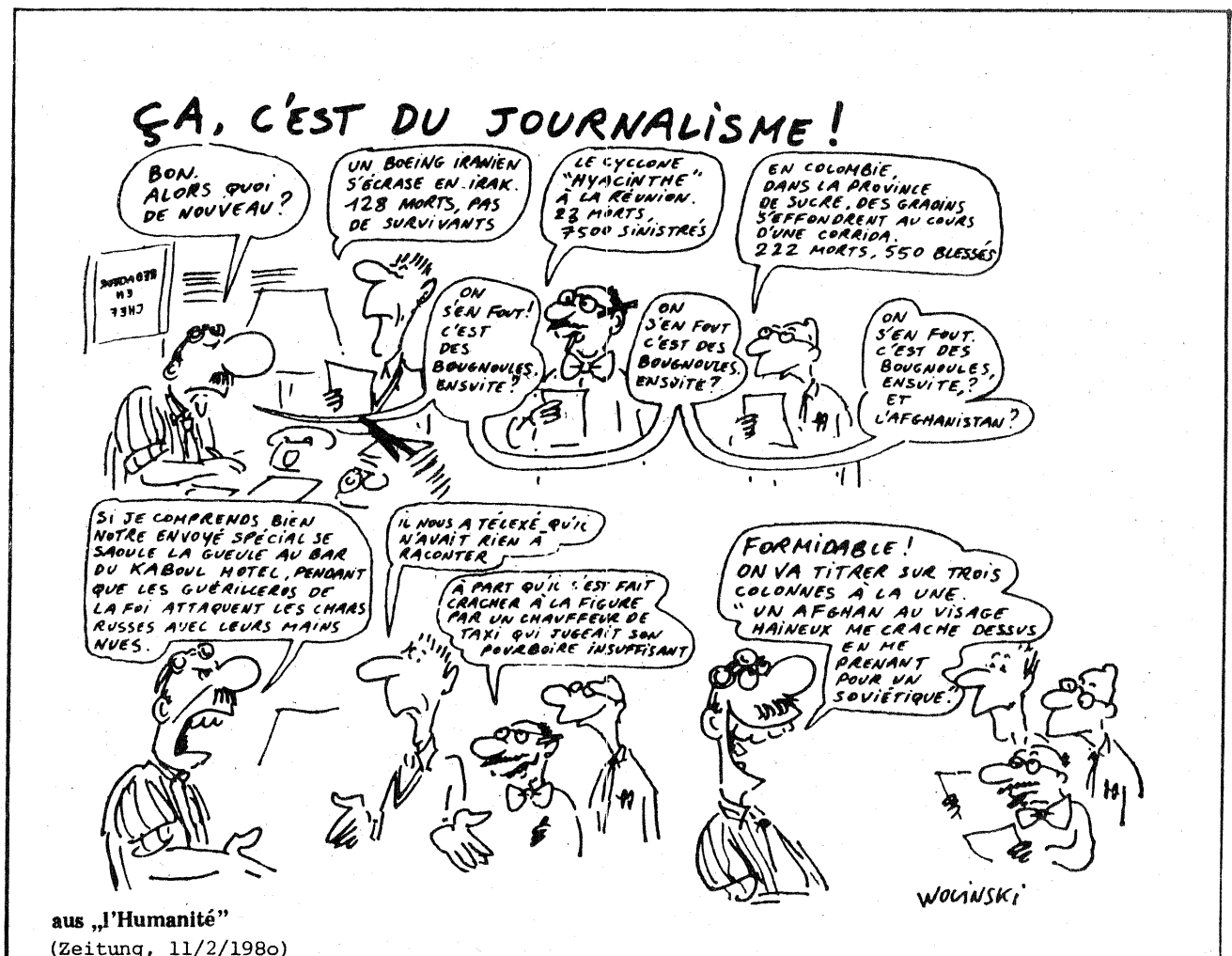
Le Luxembourg se vante à l'étranger de la vitalité et du pluralisme de sa presse. Le propos vise à accréditer l'idée que la démocratie se porte bien chez nous, étant donné que la variété des organes de presse rendrait possible un vaste débat d'idées qui fertiliserait le jeu démocratique. A y regarder de près, les choses ne sont pas aussi idylliques et la presse s'acquitte en fait d'une mission qui n'a rien à voir ou très peu de choses en commun avec ce tableau flatteur. Plutôt que de s'étendre sur la médiocrité de la profession (très réelle, tant pour ce qui est de la maîtrise de la langue que de la perspicacité), il conviendra d'analyser les facteurs structurels qui font que la presse est cantonnée dans un rôle qui aide à conforter le système en place.

La presse locale aime à se définir comme quatrième pouvoir. Cette expression traduit un état d'esprit qui mérite quelques précisions. On peut exclure d'emblée l'idée d'une indépendance par rapport aux autres pouvoirs qui ne résisterait pas à l'analyse. La presse serait plutôt un pouvoir supplétif, dans le sens qu'elle conforte le (ou les) pouvoir offi-

ciel en le caressant dans le sens du poil et en faisant sienne le discours officiel ainsi que toutes les omissions et occultations que cela implique. La preuve en est que la presse dépend presque exclusivement pour ses informations des sources officielles qu'elle se contente le plus souvent de paraphraser. Les enquêtes et la recherche autonomes, en dehors des sentiers battus, sont un genre inconnu, à quelques exceptions près, de nos organes de presse.

Ceci n'est pas seulement une solution de facilité. La raison essentielle du manque d'initiative de la presse locale tient à l'intimité et à la complicité que celle-ci entretient avec le pouvoir apparent et occulte. Les détenteurs du pouvoir ont d'ailleurs parfaitement compris que le meilleur moyen de neutraliser des velléités critiques, c'est d'initier (ou plutôt faire semblant de) la presse dans le secret des dieux et de lui prodiguer des honneurs à tout venant. La presse se laisse faire et rend fort bien les honneurs: vanité contre vanité!

Cette complicité par trop voyante explique d'ail-



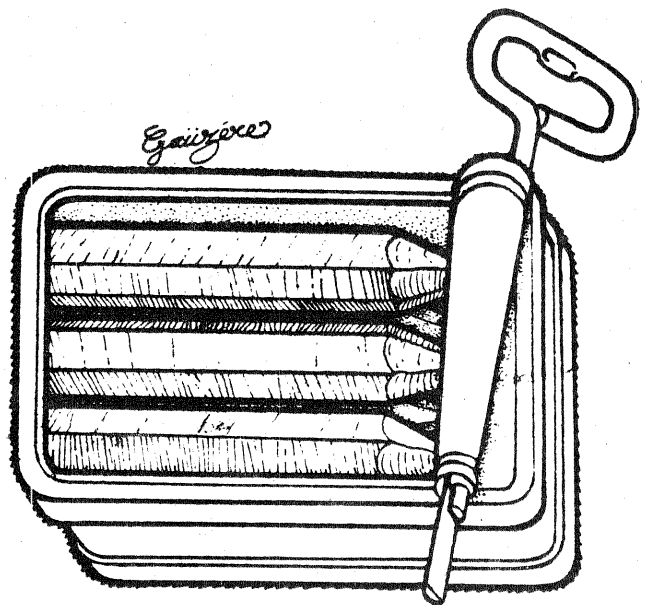
aus „l'Humanité"
(Zeitung, 11/2/1980)

leurs aussi pourquoi la presse embrasse le plus souvent, sans le moindre sens critique, des causes dites nationales, qu'il s'agisse de RTL, de la place financière ou de manière générale de tout ce qui a trait à notre rôle parasitaire. A la grande satisfaction de ceux qui tirent les ficelles, la presse respecte les nombreux tabous qui gouvernent notre vie nationale et qui conditionnent notre bien-être. La condition de la respectabilité de notre presse serait même qu'on (ceux qui tirent les ficelles) peut compter sur elle et qu'elle ne va pas trahir cette confiance en publiant des révélations indiscrettes. Les rares francs-tireurs, qui publient de temps en temps des notes discordantes, sont très vite rappelés à l'ordre. L'argument employé, peu importe la couleur politique de l'organe de presse en cause, insiste le plus souvent sur le fait qu'on ne peut pas s'aliéner les sympathies de tel ou de tel annonceur influent ou de telle ou telle source d'information.

Mais la dépendance économique (toutes nos entreprises de presse sont déficitaires) n'explique pas tout. Plus fondamentalement, ce qui est en cause, c'est la manière dont le consensus est vécu par tous les participants au simulacre politique, hormis peut-être le PCL et son quotidien, la *Zeitung vom Lëtzeburger Vollék*, ainsi que le *Lëtzeburger Land*. Depuis qu'il a reçu une traduction institutionnelle (les mécanismes de concertation tripartite), le consensus est devenu l'âme de notre système politique et s'impose à la presse (l'exemple le plus éclatant a été fourni récemment lorsque le *Luxemburger Wort* et le *Tageblatt* ont décidé d'un commun accord d'instaurer un black-out pour toutes les informations relatives aux négociations à propos de l'avenant à l'accord tripartite sidérurgie de 1979.)

Comment s'étonner dès lors que les conditions objectives qui déterminent le jeu politique sont rarement évoquées? Tout comme le pouvoir politique se préoccupe avant tout de ne pas heurter les intérêts économiques dominants (peu importe d'ailleurs sa configuration idéologique), les journalistes s'abstiennent de provoquer l'hostilité des notables, en faisant croire que les conditions d'existence et le système de croyances de la communauté nationale ne donnent pas lieu à des revendications qui sont en opposition marquée avec les objectifs poursuivis par la classe politique et les notables de tous bords. Les valeurs du consensus empêchent par conséquent toute remise en cause du pouvoir réel, celui détenu par les intérêts économiques, dont les ramifications se situent d'ailleurs le plus souvent à l'étranger.

En somme, tout se passe comme si ceux-ci, non contents de pouvoir empêcher tout éclairage des faits ou toute décision contraires à leurs objectifs, bénéficient aussi, grâce à la docilité (plus inconsciente que consciente) de la presse, de valeurs qui préviennent à elles seules toute fausse note qui puisse leur être préjudiciable. On assiste ainsi à une singulière réduction du débat. Dans les colonnes de notre presse l'éphémère et le superficiel (cf. la grande place accordée à l'information locale) l'emportent sur toute analyse en profondeur. L'idée de conflit est singulièrement absente. Tout au plus est-elle présente comme conflit entre personnes et ambitions personnelles. En mettant l'accent sur les rituels éprouvés de notre démocratie et en se faisant sien le crédo ambiant, la presse ne fait qu'amplifier les valeurs de consensus qui perpétuent le pouvoir de certaines élites.



in: Le Monde, 21/6/81

Paradoxalement, la presse est lue pour de multiples raisons qui n'ont rien à voir avec la politique. Ainsi, elle ne fait que renforcer un consensus et un crédo apolitiques inculqués par une socialisation qui, elle aussi, met l'accent sur le caractère consensuel et non-conflictuel de notre vie en collectivité. On comprend dès lors que les idéologies soient, dans un tel système, dépourvues de toute signification. Du moment où la description quotidienne du système de décision fournie par la presse ne rend pas compte du pouvoir de contrôle que détiennent les intérêts économiques, dont le consensus ne cesse de légitimer l'influence potentielle, pour ne plus saisir que les crocs-en-jambe entre élites, la presse ne peut guère que revêtir un caractère superficiel.

Elle en arrive à justifier "ce qui est", oubliant du même coup les raisons pour lesquelles cela est, sans même parler de "ce qui pourrait être". Une des raisons pour lesquelles l'alternance, même si elle a lieu (l'expérience de gouvernement de centre-gauche 1974-79), se termine en queue de poisson, tient précisément au fait que la gauche n'a pas d'organe de presse crédible, qui incarnerait de manière valable une politique alternative. Il y a assurément une relation de cause à effet entre le déclin du *Tageblatt* et le déclin du POSL.

On jugera sans doute ce tableau sévère. On ne saurait cependant oublier qu'un peuple a la presse qu'il mérite et que la presse a les lecteurs qu'elle mérite. A vrai dire, la fonction amnésique que nous venons de décrire n'est pas seulement le fait de la presse. Elle reflète un état d'esprit qui semble bien arranger tout le monde. Les responsabilités de la presse sont cependant clairement établies, dans la mesure où elle reflète fidèlement l'occultation établie en règle de jeu et qu'elle l'amplifie de surcroît, évacuant au passage sa mission critique et informative.

Mario Hirsch